COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTE

Séance du 22 octobre 2010 (convocation du 11 octobre 2010)

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Deux Octobre Deux Mil Dix à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS:

M. FELTESSE Vincent, M. JUPPE Alain, M. DAVID Alain, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, M. BRON Jean-Charles, M. CAZABONNE Didier, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, Mme BOST Christine, M. DUPRAT Christophe, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GELLE Thierry, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard. M. LAMAISON Serge. Mme LIRE Marie Francoise. M. OLIVIER Michel. M. PIERRE Maurice. M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, M. ASSERAY Bruno, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, Mme BREZILLON Anne, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mme DELATTRE Nathalie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MERCIER Michel, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, M. PAILLART Vincent, Mme PARCELIER Muriel, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. POIGNONEC Michel, M. QUANCARD Denis, M. QUERON Robert, M. RAYNAL Franck, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. REIFFERS Josy, M. SIBE Maxime, M. SOLARI Joël, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOULET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION:

Mme BOST Christine à M. FREYGEFOND Ludovic à cpter de 12 h 25 Mme CARTRON Françoise à M. PIERRE Maurice M. CHAUSSET Gérard à Mme CURVALE Laure Mme CURVALE Laure à M. DANJON Frédéric à cpter de 13 h 00 M. GAUTE Jean-Michel à M. GAÜZERE Jean-Marc M. GUICHARD Max à M. OLIVIER Michel à cpter de 11 h 40 M. ROSSIGNOL Clément à M. JOANDET Franck à cpter de 12 h 30 M. SAINTE MARIE Michel à M. TRIJOULET Thierry jusqu'à 10 h 10 M. SEUROT Bernard à M. BOBET Patrick Mme LACUEY Conchita à M. TOUZEAU Jean à cpter de 12 h 25 M. AMBRY Stéphane à M. PAILLART Vincent M. ANZIANI Alain à M. BAUDRY Claude Mme BALLOT Chantal à M. GUICHOUX Jacques Mme BREZILLON Anne à Mme PIAZZA Arielle jusqu'à 10 h 40

M. BRUGERE Nicolas à M. DUCASSOU Dominique
M. CAZENAVE Charles à Mme COLLET Brigitte
MIle COUTANCEAU Emilie à M. DOUGADOS Daniel
M. COUTURIER Jean-Louis à M. LAGOFUN Gérard à cpter de 11 h 30
MIle DELTIMPLE Nathalie à M. DUBOS Gérard
M. DUART Patrick à M. GARNIER Jean-Paul à cpter de 10 h 30
M. EGRON Jean-François à M. GUICHOUX Jacques
MIle EL KHADIR Samira à M. MOULINIER Maxime
M. FEUGAS Jean-Claude à Mme MELLIER Claude
M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
M. PENEL Gilles à Mme ISTE Michèle
M. RAYNAUD Jacques à M. MERCIER Michel
M. SENE Malick à M. DAVID Alain

LA SEANCE EST OUVERTE

DELIBERATION DU CONSEIL SEANCE DU 22 octobre 2010

POLE RESSOURCES ET CONSEIL Direction des ressources humaines

N° 2010/0758

Convention Industrielle de Formation par la Recherche (CIFRE) - Autorisation de recourir aux services de doctorants - Décision - Autorisation

Monsieur SEUROT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Communauté urbaine de Bordeaux peut bénéficier du dispositif de convention industrielle de formation pour la recherche (CIFRE) créé et géré par l'Association Nationale de la Recherche Technique (ANRT) pour le compte du ministère de l'Education Nationale.

Dans le cadre de ce dispositif, une convention est signée pour une période de trois ans entre la Communauté urbaine et l'ANRT. Le travail de l'étudiant est réalisé en collaboration directe avec une équipe de recherche extérieure à la Communauté urbaine.

En parallèle, un contrat de travail à durée déterminée d'une durée de trois ans (article D. 1242-3 & 6 du code du travail) est établi entre la Communauté urbaine et le diplômé, à qui elle confie une mission de recherche stratégique pour son développement socio-économique. Ce contrat relève donc du droit commun et est régi par le Code du travail.

Enfin, un contrat de collaboration doit être signé avec le laboratoire d'accueil qui encadre les travaux du salarié doctorant, garant des conditions de déroulement des recherches et du partage de la propriété des résultats obtenus.

Ce type de convention permet de favoriser le développement de la recherche partenariale publique-privée et de placer les doctorants dans des conditions d'emploi.

Le coût pour la Communauté urbaine est représenté par la rémunération versée au jeune diplômé qui ne peut être inférieure à 23 484 € annuel brut hors cotisations patronales, par doctorant. Le coût brut chargé est porté à 35 226 € annuel.

Cette dépense d'un montant de 35 226 € peut être en partie prise en charge par l'ANRT, pour le compte du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui verse une subvention à hauteur de 14 000 € annuel pendant la durée de la convention.

Dans ces conditions le coût annuel pour la CUB reste à 21 226 € par jeune diplômé.

Il s'agit d'autoriser la Communauté urbaine de Bordeaux à recourir à 3 jeunes diplômés au titre de la convention dite « CIFRE » sur 3 années,ainsi que la signature par le Président des conventions correspondantes. Le coût estimé pour notre Etablissement serait porté à 63 678 € annuel déduction faite des subventions versées par l'ANRT.

Les crédits nécessaires à ce dispositif seraient alors prélevés au chapitre 012 – article 64131 – fonction O200.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le décret n°80-900 du 17 novembre 1980

VU le code du travail et notamment les articles L1242-3 2°, L1242-12, L1242-16, L1243-1, L1243-2, D1242-3, D1242-6

VU l'Arrêté du 7 août 2006 relatif à la formation doctorale

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE

Ce type de convention permet de renforcer les liens de la Collectivité avec la recherche scientifique et technique tout en permettant la réalisation d'études présentant un intérêt pour la Communauté urbaine de Bordeaux.

DECIDE

<u>Article 1 :</u> La Communauté urbaine de Bordeaux est autorisé à recourir à 3 jeunes diplômés au titre d'une convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE).

<u>Article 2 : Monsieur Le Président est autorisé à signer les conventions à venir ainsi que tout documents nécessaires.</u>

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité. Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 22 octobre 2010,

> Pour expédition conforme, par délégation, le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE 4 NOVEMBRE 2010

PUBLIÉ LE : 4 NOVEMBRE 2010

M. BERNARD SEUROT